



Lundi 19 novembre 2012

Les bombes sur Gaza et leurs cibles

Après des mois de propagande et menaces de frappes aériennes contre l'Iran, le gouvernement israélien de Netanyahou s'est rabattu sur une cible plus à sa portée : la population palestinienne désarmée de la bande de Gaza. Soit 1,6 million d'habitants enfermés depuis des décennies dans un territoire qui fait trois fois Paris. Une prison à ciel ouvert qui est régulièrement saccagée par l'armée israélienne.

En juillet 2006, les troupes d'Israël avaient envahi Gaza en faisant quelque 200 morts et 800 blessés, détruit les infrastructures nécessaires à la vie quotidienne. A nouveau fin 2008, l'approche d'élections avait incité le gouvernement israélien à lancer une opération militaire qui fit 1700 morts. Aujourd'hui, après quelques jours de bombardements, et sur fond de campagne électorale, on compte des dizaines de victimes palestiniennes. Et Israël est sur le pied de guerre.

L'hypocrisie et le cynisme des grandes puissances

Des attaques israéliennes ont marqué tout le mois d'octobre sans qu'aucune puissance occidentale ne proteste. L'assassinat du responsable militaire du Hamas ciblé par l'armée israélienne a déclenché les roquettes palestiniennes, que l'Etat d'Israël invoque maintenant pour s'engouffrer dans la brèche qu'il avait lui-même ouverte.

Netanyahou, premier ministre israélien, se sent carte blanche pour faire campagne sur le dos des Palestiniens. Obama a répondu aussitôt par son blanc-seing, déclarant hypocritement que «*le facteur déclenchant*» du conflit était les tirs de roquettes du Hamas (un parti qu'Israël avait favorisé à l'époque pour contrer l'OLP d'Arafat). Et peu importe que Netanyahou ait milité contre sa réélection : l'Etat d'Israël reste la tête de pont militaire des puissances occidentales dans un Moyen-Orient bousculé par les vagues des révolutions arabes. Hollande suit son maître américain. Il a reçu récemment Netanyahou sans la moindre critique, et son ministre Fabius péroré en Israël sur la paix, devant le spectacle des morts palestiniens sous les bombes.

Quand les peuples s'allieront contre leurs oppresseurs

Mais il y a la situation sociale, aussi. Tel-Aviv étale ses quartiers à la Beverly Hills. Mais le plus grand nombre en Israël vit dans la pauvreté, parmi les Arabes israéliens mais aussi parmi tous les autres aux

petits salaires et boulots précaires. C'est qu'Israël dépense quelque 6,5 % de son PIB en armement, l'un des pourcentages les plus élevés au monde. C'est aussi qu'Israël aujourd'hui, comme tous les Etats, privatise et précarise à tout crin – dans l'intérêt du patronat. L'austérité a sa traduction en hébreu. Netanyahou avance précisément un nouveau programme d'étranglement, qui trouve de la résistance dans les classes populaires, parmi nombre de travailleurs, syndicalistes, enseignants descendus dans la rue au printemps dernier, à l'instar des voisins égyptiens.

Faire parler les bombes, les bruits de bottes et brandir le drapeau de la prétendue « union nationale » pour détourner les classes populaires de leurs intérêts communs, c'est une politique classique de toutes les bourgeoisies. Les dirigeants du Hamas, de leur côté à Gaza, l'utilisent de la même façon.

Le 14 novembre dernier, jour J des nouveaux bombardements sur Gaza, des travailleurs se mobilisaient partout en Europe, particulièrement nombreux et déterminés en Espagne et au Portugal, avec la conviction, un peu partout exprimée, d'appartenir à une seule et même communauté d'intérêts. Les prolétaires d'Israël, de Gaza ou d'Egypte, ont comme nous des intérêts communs à faire prévaloir face à la crise. C'est de la contagion potentielle, en Israël, des colères contre les effets de la crise que Netanyahou tente aussi de se prémunir par ses bombes. A leur façon, celles-ci nous visent aussi.

Autant d'embauches possibles en CDI

Une pétition tourne en ce moment sur l'usine pour réclamer une préretraite à 55 ans. Chez nous, comme dans bien d'autres usines, nombreux sont les anciens qui ne demanderaient qu'à partir dans des conditions acceptables. Voilà qui libérerait autant de postes en CDI pour des jeunes, notamment les intérimaires. Ce n'est sûrement pas ainsi que l'entend la direction, avec son plan de suppression de postes. Alors il faudra bagarrer pour l'imposer.

Saint-Ouen, futur Las Vegas ?

Cette semaine c'est formation Lean pour tout le monde : jouer aux légos, plier des tee-shirts, toucher le maximum de balles avec la main, tout est bon pour nous occuper pendant 3 jours... même des jeux dont on ne comprend pas vraiment l'intérêt et qui parfois nous endorment. Les formateurs n'ont pas l'air plus convaincus d'ailleurs.

Peut-être que PSA veut nous préparer à une reconversion de l'usine en grande salle de jeux.

Vol par omission

En plus de se faire payer les jours de formation par l'Etat (APLD) la direction veut aussi nous voler nos compteurs DIF. Comme elle l'a déjà fait, au moment de la signature de la feuille de présence, elle « oublie » de nous parler de la rubrique « visa pour refus DIF ». La belle aubaine : faire baisser les compteurs DIF par de la formation en legos payée par l'argent public !

Panne ou pas, c'est toujours plus sympa

Vendredi matin le chauffage était en panne et il ne faisait pas bien chaud dans l'usine. Sauf à la cafétéria centrale, d'habitude en surchauffe, cette fois la température était agréable. Du coup tout le monde s'y est retrouvé pour prendre une boisson chaude...

Si la direction veut à nouveau faire des économies sur notre dos, qu'elle ne se gêne surtout pas.

SECAFI II : « surcapacité » ? Non : tous à 115 % !

Jeudi dernier, Le 2^{ème} volet du rapport est tombé. On y apprend, entre autre, que la notion de « surcapacités », invoquée par la Direction, est liée à son objectif de faire tourner les usines à 115 %, ce que Varin avait déjà avoué lui-même. Comme quoi tout est relatif sauf les licenciements des uns et la surcharge des autres.

Pas de licenciements à PSA ?

Jeudi dernier, plus d'une centaine de travailleurs d'Aulnay s'adressaient aux travailleurs de PSA-Poissy. Là-bas, la fermeture de l'équipe de nuit à Poissy va réduire le nombre d'intérimaires sur le site à 150. En juin dernier, ils étaient encore 1 400. La différence sera mutée directement au Pôle Emploi.

La menace de fermeture d'Aulnay est l'occasion et le prétexte de comprimer les effectifs. Les prétendues arrivées des uns ne remplaceront pas le départ des autres. Quant aux postes à Poissy pour ceux d'Aulnay, la direction se garde bien d'en garantir le nombre ou même l'existence.

Preuve que l'intérêt des travailleurs, à Aulnay comme à Poissy, c'est que tout le monde garde son boulot, intérimaires comme embauchés.

Ford supprime 6 200 postes et 3 usines en Europe

Dimanche 11 novembre à Genk, les salariés de Ford et leurs familles sont descendus manifester à 20 000 pour s'opposer à la fermeture de leur usine. Cette attaque patronale n'a que pour but de maintenir leurs profits faramineux (20 milliards en 2011!).

Une délégation de salariés PSA Aulnay est venue apporter son soutien aux travailleurs de Ford avec des pancartes communes.

Ici avec PSA, là bas avec Ford, les capitalistes comptent bien faire payer leur crise. C'est bien tous ensemble qu'il faudra imposer l'interdiction des licenciements pour sauver nos emplois.

Faurecia : 3 000 suppressions d'emploi sur 2 ans

Pour améliorer sa rentabilité, Faurecia va à nouveau sabrer dans ses effectifs. L'équipementier automobile détenu à 57 % par PSA prévoit de supprimer 1 500 postes dans ses sites d'Europe de l'ouest en 2013, soit le même nombre que les emplois déjà éliminés en 2012.

Faurecia annonce un bénéfice supérieur à 500 millions d'euros cette année ! Les actionnaires, eux, ont bien de quoi se goinfrer.

L'interdiction des licenciements est plus que jamais une mesure de salut public qu'il nous faudra imposer pour stopper cette hécatombe européenne de l'emploi.

Compétitifs... dans l'exploitation des travailleurs

« La compétitivité tout azimuth », tel semble être le mot d'ordre du patronat et du gouvernement.

En Espagne, Renault a déjà conclu un accord de compétitivité. Au menu : gel des salaires jusqu'en 2016, création d'un nouveau contrat d'embauche de 18 mois payé 72,5 % du montant actuel, augmentation de la durée annuelle du travail de 3 jours, journée de travail variant de +/- 1h sur chaîne, etc.

Renault veut imposer le même chantage en France, « pas d'accord, pas d'emploi » dit la direction. Et d'autres patrons attendent aux starting-blocks.

Mais comme diraient certains : « on ne négocie pas avec les terroristes ! ».